



Monsieur le président,

A la CGT nous aimons dire les choses telles que nous les ressentons, même quand cela peut déplaire. Lors du dernier CTR, par exemple, notre organisation s'est insurgé, et a voté contre, les propositions du décret de restructuration des services de Tain L'Hermitage, de Dugny ou le transfert vers Metz de plusieurs pans de l'activité douanière.

Mais nous savons aussi reconnaître que parfois les choses vont dans le bon sens.

Sur la période qui vient de s'écouler, globalement, en Île de France, nous ne nous plaindrons pas. Il y a eu des problèmes, parfois des situations délicates, mais avec un peu d'écoute et d'intelligence collective, nous avons réussi à nous en sortir par le haut, en particulier parce que la hiérarchie a joué son rôle dans l'accompagnement des collègues.

Le nombre d'agents malade a parfois été très élevé, surtout en début de crise, l'activité a été par endroits réduite à presque rien quand d'autres services croulaient sous le travail, mais globalement, nos revendications pour un mieux-être au travail ont été écoutées et l'administration a pu avancer dans un sens qui nous convenait.

Au rayon des satisfactions nous pouvons ajouter le registre du dialogue social, que l'on pourrait qualifier d'apaisé, ce qui est probablement à mettre à votre crédit.

Les efforts également déployés pour faire coïncider aux mieux le PAE et les ETPT sont à saluer même si notre préférence va clairement pour des emplois statutaires et non pour la contractualisation à outrance.

Nos compliments et nos félicitations vont cependant s'arrêter là. Nous ne nous étendrons pas à nouveau sur l'ordonnance congés et ses modalités d'applications qui restent pour nous du vol pur et simple. Sur la prime dite « Prime Covid », cette fausse bonne idée est davantage de nature à fracturer le corps douanier plutôt qu'à le renforcer ce qui est tout à fait dommage et contre productif. Par ailleurs la surcharge de travail démentielle que ces directives font peser sur des services RH et autres déjà fort sollicités nous semble tout simplement déraisonnable.

Toutefois aujourd'hui, nous voudrions également parler de l'avenir.

Celui-ci n'est pas nécessairement rassurant pour les services douaniers, notamment les services CO. La rapidité et la brutalité des récentes suppressions de missions démontrent que notre administration n'est pas à l'abri de décisions plus dogmatiques que soucieuses de la protection des citoyens. Nous souhaitons depuis longtemps que notre administration s'engage à démontrer l'utilité sociale, économique et environnementale de la DGDDI. De nos missions nous pouvons être extrêmement fiers.

Elles répondent tout particulièrement aux priorités des français. Elles ont tout pour s'intégrer harmonieusement dans ce monde d'après dont on n'a cessé de nous rebattre les oreilles, de médias en médias.

Nous demandons donc une rupture avec les politiques économiques et sociales actuelles. En effet de nombreuses décisions passées ont probablement facilité l'émergence de cette crise sanitaire et sont corrélées à la crise économique qui suivra.